

Après la baisse des APL, il est hors de question que le gouvernement continue à faire des économies sur le dos des étudiant·e·s !

À la suite de l'article du Monde du 18 Mai 2018 faisant état d'une note interne pour « Transformer les prestations sociales » de la direction du Budget, des pistes sont envisagées pour modifier le système de prestations sociales français. Parmi ces pistes, certaines concernent directement les aides sociales dont bénéficient les étudiant·e·s et sont particulièrement dangereuses ! **Nous appelons le Gouvernement à ne pas provoquer les étudiant·e·s et à renoncer à ces propositions au risque d'accroître durablement leur précarité !**

Des mesures qui ne feraient que précariser davantage les jeunes

Encore une fois, la question des APL revient sur le devant de la scène. Après les avoir diminuées de 5 euros il y a maintenant un an, cette note envisage de remettre en cause l'universalité des APL en prévoyant le « *non-cumul part fiscale et APL des étudiants* ». En clair, les intéressé.e.s devraient choisir : soit être rattaché.e.s au foyer fiscal de leurs parents, soit percevoir l'aide. En d'autres termes : **les étudiant·e·s devront choisir entre la bourse sur critères sociaux délivrée par rapport aux revenus du foyer fiscal des parents et les APL. La conséquence est claire : des jeunes devront retourner vivre chez leurs parents ou pire, renoncer à leurs études.**

Cette même bourse sur critères sociaux est elle aussi dans le viseur de la direction du budget. L'une des mesures envisagées pour celle-ci serait « d'abaisser le plafond de ressources » pour diminuer le nombre d'étudiant·e·s bénéficiaires. De plus, il y a une volonté de « geler » ou, a minima, de « limiter la progression » de l'augmentation des montants des bourses qui s'effectue régulièrement depuis quelques années. Enfin cette note préconise de « renforcer les contrôles d'assiduité » afin de réduire encore plus le nombre de bénéficiaires de cette bourse sur critères sociaux. **Au lieu d'infantiliser les étudiant·e·s, le Gouvernement ferait mieux de leur donner les moyens d'être véritablement autonomes !**

L'UNEF dénonce avec force ces mesures qui risquent de précariser et d'éloigner les jeunes les plus précaires de l'Enseignement Supérieur alors que celui-ci doit pouvoir rester accessible par un système d'aides sociales juste qui aide le plus grand nombre.

Pas d'économies sur le dos des jeunes et de leur autonomie !

Alors même que la précarité des étudiant·e·s augmente d'année en année, que le montant maximal de la bourse sur critères sociaux n'est que de 550 euros par mois, qu'à peine 3% des étudiant·e·s en région parisienne ont accès à un logement en résidence universitaire et 7% en région, et qu'un.e étudiant.e sur deux est salarié.e pour financer ses études, **il serait inacceptable que le Gouvernement vienne sciemment aggraver la situation sociale des étudiant·e·s.** De plus, ces perspectives sont aux antipodes des engagements de Mme Vidal, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation !

L'UNEF exige que la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ne tienne pas compte de ces préconisations ! Dans le cas contraire, l'UNEF mettra tout en œuvre pour que ces mesures ne voient pas le jour.

A l'opposé de ces préconisations l'UNEF revendique :

- **L'augmentation du nombre d'étudiant·e·s boursier·e·s**
- **La revalorisation du montant des bourses de 20% et des APL**
- **Une annualisation des bourses afin de permettre aux étudiant·e·s précaires d'être protégé·e·s tout au long de l'année**
- **Un investissement financier dans les aides d'urgence afin de venir en aide aux étudiant·e·s les plus en difficultés**
- **La réalisation des 50 000 logements étudiants annoncés par le gouvernement et leur gestion par les CROUS au plus vite.**

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28

presse@unef.fr / eabanda@unef.fr